



République de Côte d'Ivoire

Union - Discipline - Travail

Porte-parolat du Gouvernement

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU JEUDI 11/12/2014

Le jeudi 11 décembre 2014, un Conseil des Ministres s'est tenu de 16h30 à 18h00, au Palais de la Présidence de la République à Abidjan, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République, Chef de l'Etat.

L'ordre du jour de cette réunion comportait les points suivants:

A/-Mesures Générales

— Projets de loi

— Projets de décrets

B/-Mesures Individuelles

C/-Communications

A/ - MESURES GENERALES

PROJETS DE LOI

1-Au titre du Ministère auprès du Président de la République, chargé de la Défense ;

Le Conseil a adopté un projet de loi portant organisation de la Défense et des Forces Armées de Côte d'Ivoire.

Le présent projet de loi réorganise la Défense et les Forces Armées Nationales aux fins de les adapter, dans le cadre de la réforme du secteur de la Sécurité, aux contingences actuelles et aux évolutions dans les principaux domaines de l'organisation de la Défense des Armées et de la Gendarmerie Nationale.

Ainsi, ce projet de loi incorpore à l'ancienne nomenclature de la Défense et des Forces Armées Nationales, les unités, les structures de commandement et les services interarmées nouvellement créés, organisés et en fonctionnement dans les armées et la Gendarmerie Nationale.

Le projet de loi confère également de nouvelles missions aux Forces Armées et adapte leur organisation territoriale aux mutations sociopolitiques et administratives de la Côte d'Ivoire.

2-Au titre du Ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA ;

Le Conseil a adopté un projet de loi relatif à l'exercice et à l'organisation de la Médecine et de la Pharmacopée traditionnelles.

Ce projet de loi vise à intégrer, à l'instar de nombreux autres Etats dans le monde, la médecine et la pharmacopée traditionnelles dans le système sanitaire national.

Il s'agit plus précisément pour le Gouvernement de mieux organiser ce secteur d'activité, de favoriser la validation scientifique des médicaments traditionnels et l'évolution de la recherche, en mettant à contribution toutes les expertises exerçant dans le domaine de la pharmacopée. Ce projet de loi contribuera à rendre cette pratique ancestrale plus crédible et mieux reconnue.

PROJETS DE DECRETS

1-Au titre du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget, le Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères et le Ministère des Infrastructures Economiques ;

Le Conseil a adopté un décret portant ratification de l'Accord de prêt ISTISNA'A n° 2-IVC 0078 d'un montant total de vingt-sept millions sept cent cinquante mille (27 750 000) euros, soit environ dix-huit milliards deux cent deux millions huit cent six mille sept cent cinquante (18 202 806 750) francs CFA, conclu le 11 octobre 2014 entre la Banque Islamique de Développement (BID) et la République de Côte d'Ivoire, en vue du financement du projet d'approvisionnement en eau potable de la région de l'Est.

Ce projet consistera précisément en la construction d'infrastructures d'approvisionnement en eau, notamment d'unités de traitement, de réservoirs de stockage, de conduites de transport, de réseaux de distribution, ainsi que de stations de pompage d'eau dans les villes de Bondoukou et de Bouna.

2-Au titre du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et le Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères ;

Le Conseil a adopté un décret portant ratification de l'Accord de Prêt sans intérêt n°5558-CI d'un montant total de quarante-sept millions trois cent mille (47 300 000) Droits de Tirages Spéciaux, soit environ trente-cinq milliards (35 000 000 000) de francs CFA, conclu le 08 décembre 2014 entre l'Association Internationale de Développement (AID) et la République de Côte d'Ivoire, en vue du financement du deuxième Crédit d'Appui à la Réduction de la Pauvreté (PRSC-2).

Ce prêt sans intérêt constitue un appui budgétaire à la Côte d'Ivoire dans le cadre du vaste programme de lutte contre la pauvreté initié depuis quelques années.

3-Au titre du Ministère de l'Industrie et des Mines, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et le Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME ;

Le Conseil a adopté un décret portant création du Fonds de Restructuration et de Mise à Niveau des Entreprises Industrielles, en abrégé FREMIN.

La création du FREMIN s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme national de restructuration et de mise à niveau conçu pour

soutenir la dynamique d'accroissement de la valeur ajoutée industrielle et de l'emploi sur la période 2014-2018.

Ainsi, les ressources du FREMIN seront dédiées à la restauration et à la mise à niveau des entreprises industrielles, au renforcement des capacités des structures du système national de la qualité en vue d'accompagner l'emploi des jeunes et des femmes et d'améliorer la qualité des produits manufacturés ivoiriens.

Il s'agit concrètement pour le Gouvernement de financer l'accompagnement des entreprises à travers des appuis directs et des primes, de faciliter l'accès des entreprises aux établissements de crédit et d'accorder des appuis financiers aux structures d'appui à la compétitivité et au développement industriel.

4-Au titre du Ministère de la Promotion de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget, le Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable, le Ministère de la Culture et de la Francophonie et le Ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication ;

Le Conseil a adopté un décret modifiant le décret n° 2013-561 du 05 août 2013 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Comité National des Jeux de la Francophonie de 2017.

Ce décret réorganise le cadre organique actuel du Comité National des Jeux de la Francophonie de 2017 en vue de mieux l'adapter aux exigences de ces VIII^{ème} Jeux tout en prenant en compte la diversité des membres du Comité.

Le Gouvernement entend, par cette révision, renforcer l'efficacité du CNJF et lui permettre de réussir l'organisation de cet événement.

B/- MESURES INDIVIDUELLES

1-Au titre du Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, en liaison avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques ;

Le Conseil a donné son accord en vue du soutien de la candidature du Professeur Serge Niangoran BAKOU au poste de Directeur Général de l'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaire (EISMV) de Dakar.

2-Au titre du Ministère de l'Agriculture, en liaison avec le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;

Le Conseil a autorisé le détachement de Monsieur BINI KOUASSI KOUMAN, ingénieur Agronome auprès du Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles (PARFACI).

3-Au titre du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, en liaison avec les Ministères concernés ;

Le Conseil a adopté le compte-rendu des délibérations de la réunion du Comité chargé de l'examen des projets de nominations dans les départements ministériels tenue le 11 décembre 2014.

Les nominations correspondantes figurent en annexe du présent communiqué.

Annexe au Communiqué du Conseil des Ministres du 11 décembre 2014

Le jeudi 11 décembre 2014, s'est tenue une réunion du Comité chargé de l'Examen des Projets de Nominations dans les Départements Ministériels, sous la présidence du Premier Ministre, Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, Monsieur Daniel Kablan DUNCAN.

L'ordre du jour de la réunion a porté sur l'examen de propositions de nominations.

I- AU TITRE DES NOMINATIONS DANS LES ADMINISTRATIONS

Les propositions de nominations ci-après ont été validées :

MINISTERE DES TRANSPORTS

- Directeur de Cabinet : Monsieur Benjamin Daufanguy Bakary SORO ;
- Directeur de Cabinet Adjoint : Monsieur SIDIBE Noumory ;
- Directeur du Bureau des Enquêtes et Analyses Accidents : Madame AMICHIA épouse EKRA Anne-Marie Cécile ;
- Directeur de la Promotion des Entreprises de Transports : Madame SOUMAHORO PAGNE Dégnan Cynthia épouse TAPE.
- Directeur du Guichet Unique Automobile : Monsieur Mamadou FOFANA ;
- Secrétaire Général de l'Observatoire de la Fluidité des Transports, en abrégé OFT : Monsieur Abdoulaye TOURE.

MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA

- Inspecteurs Techniques :
 - Monsieur ANGUI Pierre ;
 - Madame BOUBOUTOU Oumba Ruth ;
 - Monsieur ADOH Adoh François ;
 - Monsieur GNAMIAN François ;
 - Madame TEGNET épouse M'BENGUE Antoinette Marie-Thérèse ;
 - Monsieur NIANQUE Joseph ;
 - Madame TANO née KOFFI Amena Philomène ;
 - Monsieur YEO Sionfon ;
 - Monsieur ABLE Ekissi Ambroise ;
 - Monsieur BOUAZO Lélégué Auguste ;
 - Madame GAGNE née DOH Bongnih Eugénie ;
 - Monsieur DJAKEAUX Dape Simplicie ;
 - Monsieur BRIKA Gbayoro Pierre ;
 - Monsieur DENOMAN Kouamé N'Guessan Jean ;
 - Monsieur SONH Kah Denis ;
 - Monsieur KOFFI Zamblé ;
 - Monsieur N'DOLLI Kouakou ;
 - Monsieur ATTIEMBONE Kouadio.
- Directeur Général de la Santé : Monsieur BOA Yapo Félix ;
- Directeur Général Adjoint chargé du Système de Santé : Madame Edith Clarisse KOUASSY ;
- Directeur Général Adjoint chargé du VIH/Sida et des infections opportunistes : Madame DIABATE née CONOMBO Joséphine ;
- Directeur de la Prospective, de la Planification, de l'Evaluation et de l'Information Sanitaire : Monsieur SAMBA Mamadou ;

- Directeur de la Formation et de la Recherche en Santé : Monsieur BASSALIA DIAWARA ;
- Directeur des Etablissements et Professions Sanitaires : Madame SIGUIFOTA épouse OUATTARA COULIBALY Germaine;
- Directeur de la Médecine Hospitalière : Monsieur EDI OSSOHOU Albert ;
- Directeur des Soins Infirmiers et Maternels : Madame DIANGO NOBOU ABO Claudine Solange ;
- Directeur de l'Hygiène, de l'Environnement et de la Santé : Madame BITTY Marie Josèphe ;

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

- Directeur de Cabinet : Monsieur COULIBALY Siaka Minayaha ;
- Directeur de Cabinet Adjoint : Monsieur KOUAKOU Kouamé Apporture.

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE en liaison avec le MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

- Directeur des Ressources Humaines : Monsieur KOUAME Jean-Claude Djé.

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE en liaison avec le MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

- Directeur Général Adjoint du Comité National des Jeux de la Francophonie (CNJF) 2017 : Madame GBAKA née DAGO Wassé Albertine ;
- Directeur Général Adjoint du Comité National des Jeux de la Francophonie (CNJF) 2017 : Monsieur KOFFI KOUASSI Jean-Louis.

MINISTERE DE LA COMMUNICATION

- Inspecteur Général : Monsieur BAYALA Betie Jean-Claude ;
- Inspecteur Technique : Monsieur FOFANA Mamadou ;
- Inspecteur Technique : Madame BARRY Josette ;

- Directeur de la Communication Publicitaire : Monsieur DOSSO Mamadou.

MINISTERE DE LA COMMUNICATION en liaison avec le MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

- Directeur des Ressources Humaines : Monsieur KOMENAN Kouadio Alain Gérard.

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

- Inspecteur Général : Monsieur SEKONGO Kafalo Daouda ;
- Directeur des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale : Madame DJOMO Ahou Madeleine ;
- Directeur de la Protection des Jeunes : Monsieur AKELY Gnagne Laurent ;
- Directeur de la Vie Fédérale et du Sport de Haut Niveau : Madame KINIMO Fêtai Hortense ;
- Directeur des Sports de Masse et du Sport Féminin : Madame SAKANOKO Sounbè ;
- Directeur des Loisirs : Monsieur GALA BI Tizié Emmanuel ;
- Directeur de la Vie Associative et du Volontariat : Monsieur DIOMANDE Lassiné.

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS
en liaison avec le MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

- Directeur des Ressources Humaines : Monsieur ZOUAN Zokou Robert.

II- AU TITRE DES NOMINATIONS DANS LES EPN

Les nominations ci-après ont été validées :

MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

Au titre de l'Office National d'Identification (ONI) :

- Chef du Département de l'Etat Civil et de l'Identification: Monsieur KOUADIO Konan Raoul ;
- Chef du Département de l'Immigration et de l'Emigration: Madame BOUADI Tanoé Lucie ;
- Chef du Département des Opérations: Monsieur PEPE Gbalé Richard ;
- Chef du Département de l'Informatique, de la Statistique et de la Documentation : Monsieur CISSE Hassan ;
- Chef du Département des Ressources Humaines et Financières : Monsieur DIABATE Mohamed Moustapha.

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

Au titre de l'Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires (OISSU) :

- Directeur Général de l'Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires (OISSU) : Monsieur KONE Mamadou Souleymane.

Au titre de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS):

- Directeur de l'Ecole Normale Supérieure de l'Education Physique et du Sport : Monsieur AKPA Akpesso Guy Narcisse ;
- Directeur du Centre National du Sport de Haut Niveau : Madame KONE Mariam épouse YODA ;
- Directeur du Centre de la Médecine du Sport: Monsieur YACE Félicien ;
- Directeur des Infrastructures, de l'Equipement et de la Maintenance: Madame DON épouse ABE AHOUA Juliette ;
- Directeur de la Coopération et du Partenariat: Madame KONAN épouse GUESSAN Akissi Paulette ;
- Directeur de la Formation Continue et de la Recherche : Monsieur KOUAME N'Guessan ;
- Directeur de l'Ecole Normale Supérieure d'Education Permanente : Monsieur ZAN BI Foua Honoré.

MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA

Au titre des CHU :

- **Directeur Général du CHU de Bouaké : Monsieur DIANE Bamourou ;**
- **Directeur Général du CHU de Cocody : Monsieur KOUAKOU Firmin ;**
- **Directeur Général de l'Institut Raoul Follereau de Côte d'Ivoire (IRF-CI) : Monsieur VAGAMON BAMBA.**

Au titre de l'Institut National d'Hygiène Publique (INHP) :

- **Directeur: Monsieur DAGNAN N'Cho Simplicie ;**

III- AU TITRE DES NOMINATIONS DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION ET CONSEILS DE GESTION DES EPN

Le Comité a entériné les propositions de nominations ci-après :

- **Membres du Conseil d'Administration de la Société dénommée « VERSUS BANK » :**
 - **Monsieur LOHOUES Essoh Vincent, représentant le Président de la République ;**
 - **Monsieur ACKA Yao Alexandre, représentant le Premier Ministre ;**
 - **Monsieur Abou GBANE, représentant le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances ;**
 - **Monsieur Badi OGJE, représentant le Directeur Général du Port Autonome d'Abidjan ;**
 - **Madame Brakissa BAMBA, représentant le Directeur Général de la Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire (PETROCI) ;**

- **Membres du Conseil de Gestion de l'Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires, en abrégé OISSU :**
 - **Monsieur TOURE Mamadou, représentant le Président de la République ;**
 - **Madame HACCANDY Thérèse, représentant Monsieur le Premier Ministre ;**
 - **Madame COULIBALY Abiba Katannourd épouse OUATTARA, représentant le Ministre chargé des Sports ;**

- Monsieur ATSAIN Anon Jean Jacques, représentant le Ministre chargé de l'Intérieur et de la Sécurité ;
- Madame SEI épouse BARRA Nadine Denise Gisèle, représentant le Ministre chargé de l'Emploi et des Affaires Sociales ;
- Mademoiselle KOUAME N'zouba Diane Larissa, représentant le Ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- Monsieur KOFFI Christophe, représentant le Ministère chargé de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique ;
- Monsieur N'ZUE Kouakou Nicolas, représentant le Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- Monsieur BEDOU Sylvestre, représentant le Ministre chargé de la Santé ;
- Monsieur COULIBALY Mamadou, représentant le Ministre chargé de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant.

- Membres du Conseil de Gestion de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports, en abrégé INJS :

- Monsieur TOURE Mamadou, représentant le Président de la République ;
- Madame HACCANDY Thérèse, représentant Monsieur le Premier Ministre ;
- Monsieur BEUGREFOH Fulbert, représentant le Ministre chargé de la Jeunesse ;
- Monsieur KOFFI Bertin, représentant le Ministre chargé de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle ;
- Mademoiselle KOUAME N'zouba Diane Larissa, représentant le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances ;
- Monsieur BRAH Bouazo Antoine, représentant le Ministre de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique ;
- Madame KONATE Kadidiatou, représentant le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative ;
- Monsieur DOUHOU Pierre, représentant le Ministre de la Santé et de la Lutte contre le Sida ;
- Madame KOUADIO Marie PORAGNOU, représentant le Ministre de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant.

- Membres du Conseil de Gestion du Fonds National de la Jeunesse, en abrégé FNJ :

- Monsieur TOURE Mamadou, représentant le Président de la République ;

- Madame HACCANDY Thérèse, représentant Monsieur le Premier Ministre ;
- Monsieur PILLAH Guy-Hervé, représentant le Ministre chargé de la Jeunesse ;
- Monsieur Fanny WOTOUMO Melessi Morigbey, représentant le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances ;
- Monsieur BERET Dossa Adonis, représentant la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) ;
- Monsieur Serges KOUAMELAN, représentant l'Association des Banques et Etablissements Financiers Décentralisés de Côte d'Ivoire (APBEF-CI) ;
- Monsieur TANO Cyrille, représentant l'Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés (APSFD-CI) ;
- Monsieur DOSSO Ibrahim, représentant le CNJCI.

- Membres du Conseil de Gestion de l'Office National des Sports, en abrégé ONS :

- Monsieur TOURE Mamadou, représentant le Président de la République ;
- Madame HACCANDY Thérèse, représentant Monsieur le Premier Ministre ;
- Monsieur BLEU Charlemagne, représentant le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité ;
- Monsieur DIOMANDE Lassiné, représentant le Ministre chargé des Sports ;
- Monsieur YOUL Sansan François, représentant le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;
- Monsieur TRAORE Moumouni, représentant la Conférence des fédérations sportives de Côte d'Ivoire ;
- Monsieur KOUAKOU Lucien, représentant le Comité National Olympique ;
- Monsieur TRAZIE Serge Pacôme, représentant le Comité National Paralympique.

IV- AU TITRE DES NOMINATIONS DANS LES ORGANES DES AUTORITES ADMINISTRATIVES INDEPENDANTES

- Membres du Conseil de l'Autorité Administrative Indépendante dénommée « Commission d'Accès à l'Information d'Intérêt Public et aux Documents Publics », en abrégé CAIDP :

- Madame Masséré TOURE, représentant le Président de la République ;
- Monsieur KONE Boubacar, représentant le Président de l'Assemblée Nationale ;
- Monsieur EHOUAN Enoh Désiré, représentant le Premier Ministre, Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget ;
- Monsieur KEBE Yacouba, représentant le Ministre de la Communication ;
- Colonel BEKOUAN Mian, représentant le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité ;
- Monsieur Adama SALL, représentant le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances ;
- Lieutenant-Colonel ABINA Koffi Jean-Claude, représentant le Ministre auprès du Président de la République, chargé de la Défense ;
- Madame KAMAGATE Nina Claude-Michèle AMOATTA, représentant le Conseil Supérieur de la Magistrature ;
- Maître HOUPHOUET Ange Olivier, représentant le Barreau ;
- Monsieur AKPOUE Brou, représentant les Universités Publiques ;
- Monsieur KOUAME Adjoumani Pierre, représentant les organisations de Défense des Droits de l'Homme ;
- Monsieur GOORE BI Hué, représentant les Organismes Professionnels des Médias.

C/- COMMUNICATIONS

1-Au titre du Premier Ministre, en liaison avec le Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;

Le Conseil a entendu un compte rendu de la cérémonie de signature du deuxième Contrat de Désendettement et de Développement (2^e C2D).

En marge de la 11^e édition du Forum ASPEN Europe-Afrique dont le Président de la République a été l'invité d'honneur, le Premier Ministre a procédé à la signature du deuxième Contrat de Désendettement et de Développement (2^e C2D) le 3 décembre 2014 à Paris.

Le 2^e C2D conserve les secteurs prioritaires définis par le 1^{er} C2D.

Les ressources affectées au 2^e C2D, qui s'élèvent à 738 milliards de francs CFA, seront principalement affectées au financement des investissements.

2-Au titre du Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, en liaison avec le Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme, le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget;

Le Conseil a adopté une communication relative aux baux des personnels de la Police Nationale.

En dépit des efforts consentis par l'Etat pour loger l'ensemble des personnels de la Police Nationale en activité, il apparaît que le patrimoine immobilier de l'Etat ne peut répondre de manière satisfaisante aux besoins en logement des policiers. Par ailleurs, les baux des bâtiments de particuliers mis à la disposition de la Police Nationale connaissent des difficultés de paiement.

Le Conseil, en vue de remédier à cette situation dont l'origine remonte à 1998, a arrêté les mesures suivantes :

1. la mise en œuvre d'un programme de financement destiné à la construction de casernes et de logements pour les Forces de Défense et de Sécurité ivoiriennes;
2. le relèvement de la dotation budgétaire de 4,9 milliards à 9,5 milliards pour couvrir les besoins de l'année 2015.

3-Au titre du Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;

Le Conseil a entendu une communication relative à la visite officielle en Arabie Saoudite du Président de la République, S.E.M. Alassane OUATTARA, à l'invitation du Roi d'Arabie Saoudite. A l'occasion de cette visite officielle, qui a eu lieu du 08 au 09 décembre 2014, les deux Chefs d'Etat se sont entretenus sur les questions bilatérales, régionales et internationales ainsi que sur les questions d'intérêt commun portant notamment sur les grands projets d'infrastructures de la Côte d'Ivoire.

4-Au titre du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget, le Ministère de l'Agriculture et le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques :

Le Conseil a adopté une communication relative au projet d'intervention pour la mise à niveau des banques de données agricoles en vue de l'implantation d'un mécanisme d'assurance récolte en Côte d'Ivoire.

Ce projet vise à créer un environnement propice au développement de l'assurance agricole dans notre pays. Ses interventions projet porteront prioritairement sur la mise à niveau et le renforcement des bases de données agricoles existantes. Ce projet permettra également d'améliorer le cadre réglementaire et institutionnel dans lesquels s'exercent les activités agricoles et de sensibiliser les acteurs et producteurs au mécanisme de l'assurance récolte.

Le Conseil a instruit le Ministre chargé de l'Economie et des Finances et l'ensemble des ministres concernés à l'effet de prendre les mesures idoines pour la mise en œuvre réussie de la phase-pilote du projet.

5-Au titre du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances;

Le Conseil a adopté trois communications :

- une communication relative au décaissement du deuxième Crédit d'Appui à la Réduction de la Pauvreté (PRSC-2) de la Banque Mondiale.

A l'occasion des Assemblées annuelles de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International qui se sont tenues récemment aux USA, la Côte d'Ivoire avait sollicité le décaissement d'un appui budgétaire de 70 millions de dollars américains avant la fin de l'année 2014.

Aussi le Gouvernement a-t-il convenu avec le Directeur des opérations pour la Côte d'Ivoire de la Banque Mondiale d'un chronogramme d'actions pour le décaissement effectif de ce deuxième crédit d'appui à la réduction de la pauvreté avant l'échéance prévue.

- une communication relative à la visite officielle du Directeur Adjoint du Département Afrique du Fonds Monétaire International (FMI), du 09 au 11 décembre 2014 en Côte d'Ivoire.
- une communication relative au compte rendu de la visite officielle de Monsieur SELASSIE ABE, Directeur Adjoint du Département Afrique du Fonds Monétaire International (FMI). Cette visite qui a lieu du 09 au 11 décembre 2014 a permis à M. ABE d'apprécier les progrès réalisés par le Gouvernement ivoirien au cours des dernières années, de s'informer sur les défis auxquels la Côte d'Ivoire est confrontée en matière de développement et de mieux appréhender la situation économique et sociale de notre pays.

Cette visite a été une nouvelle occasion pour la Côte d'Ivoire de renforcer ses relations avec le FMI, dont la contribution à la croissance économique, à la bonne gouvernance et à l'amélioration des conditions de vie des populations ivoiriennes, a été très appréciable depuis un grand nombre d'années.

6-Au titre du Ministère des Transports ;

Le Conseil a adopté une communication relative à l'état d'avancement du processus de certification de l'Aéroport International Félix Houphouët-Boigny.

Consécutivement aux actions vigoureuses engagées par le Gouvernement dans le secteur de l'aviation, les chiffres du récent audit de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) affichent un taux de réalisation de 55% au niveau de la sécurité et de 78% au niveau de la sûreté. Ces taux sont conformes au seuil de 60% atteint par les aéroports les plus sûrs au monde. Ainsi, la certification OACI peut être raisonnablement attendue avant fin décembre 2014 et la certification américaine, avant fin mars 2015.

7- Au titre du Ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA, en liaison avec le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques et le Ministère de l'Agriculture ;

Le Conseil a adopté une communication relative au compte rendu de la deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition, tenue du 19 au 21

novembre 2014 et au Rassemblement Global du mouvement « Scaling Up Nutrition - SUN », du 16 au 18 novembre 2014, à Rome en Italie.

Ces assises ont permis d'examiner les multiples défis que pose la malnutrition sur toutes ses formes, notamment la dénutrition avec les carences en micro nutriments et la surnutrition caractérisé par l'excès pondéral et l'obésité. A travers la mobilisation à un haut niveau des parties prenantes, la deuxième conférence internationale sur la nutrition a permis de faire le plaidoyer pour une action énergique et multisectorielle de lutte contre la malnutrition.

A l'invitation des organisateurs, la délégation ivoirienne, conduite par le Ministre chargé de la Santé, a fait le point des politiques nutritionnelles et a présenté l'expérience de la Côte d'Ivoire en matière d'élaboration et de traçage des comptes de nutrition.

En marge de ces assises, la délégation ivoirienne a rencontré des opérateurs économiques italiens et échangé avec des responsables de haut niveau de la représentation du système des Nations Unies en matière de nutrition.

8-Au titre du Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, en liaison avec le Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, le Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, le Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle, le Ministère de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques, le Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique, le Ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA et le Ministère de la Promotion de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs ;

Le Conseil a adopté une communication relative à la transmission du Rapport périodique de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant.

L'engagement de l'Etat de Côte d'Ivoire à lutter contre toutes les formes de violence dont sont victimes les enfants ou auxquelles ils sont exposés s'est traduit par la ratification de nombreux textes internationaux, notamment la Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant et la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant.

Ainsi, le rapport présenté au Conseil marque non seulement la volonté de la Côte d'Ivoire de combler le retard quant à la soumission des rapports périodiques aux organes internationaux de contrôle et de suivi des conventions relatives aux droits des enfants, mais réaffirme également l'engagement du Gouvernement à œuvrer pour le bien-être des enfants dans notre pays.

Aussi, le rapport relève t-il les progrès accomplis en faveur de la survie, du développement et de la protection des enfants, tout en présentant des esquisses de solution pour une meilleure prise en compte des droits des enfants en Côte d'Ivoire.

9-Au titre du Ministère de la Promotion de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;

Le Conseil a adopté une communication relative aux récompenses aux athlètes et encadreur de l'équipe nationale féminine de football.

L'équipe nationale féminine de football a occupé la troisième place de la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations de Football féminin qui s'est déroulée à Windhoek, en Namibie, du 11 au 25 octobre 2014. Cette troisième place est synonyme de qualification pour la phase finale de la Coupe du Monde de Football féminin en juin 2015 au Canada.

En reconnaissance de leur mérite, le Conseil a décidé de décerner à nos éléphant une décoration dans l'ordre du mérite sportif et une prime spéciale d'une valeur de cent dix millions (110 000 000) de francs CFA.

10-Au titre du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;

Le Conseil a adopté une communication relative à la situation des opérations de passation des Marchés Publics à fin septembre 2014.

A fin septembre 2014, 1262 avis d'appels d'offres ont été lancés et publiés au bulletin officiel des marchés publics. La valeur totale des marchés approuvés s'élève à 485,7 milliards de francs CFA, en hausse de 23,7 milliards de francs CFA par rapport à fin septembre 2013.

Les marchés passés par appels d'offres ouverts représentent en valeur 74,1% du montant des marchés approuvés et en nombre, 48,3% des marchés approuvés, contre respectivement 28,6% en valeur et 42,3% en nombre des marchés approuvés à fin septembre 2013.

Le montant des marchés passés par appels d'offres restreints s'élève à 58,8 milliards de francs CFA, soit 12,1% du montant total des marchés approuvés, contre 13,9 milliards de francs CFA à fin septembre 2013.

Quant aux marchés de gré à gré, ils représentent 6,8% du total des marchés approuvés en valeur contre 51,8% à fin septembre 2013.

La situation des opérations de passation des marchés publics à fin septembre 2014 est marquée par le recul des procédures dérogatoires et par la réduction du délai moyen de passation des marchés. Ce délai moyen est passé à 112 jours contre 322 jours en 2013. Toutefois, le Conseil a exhorté le Ministre chargé du Budget à poursuivre ses efforts pour atteindre l'objectif de 88 jours prescrit par la réglementation nationale en la matière.

11-Au titre du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances;

Le Conseil a adopté une communication relative à l'exécution du Budget à fin septembre 2014.

A l'instar des six premiers mois de l'année, l'exécution du budget au 3^e trimestre 2014 s'est déroulée dans un environnement favorable soutenu par l'amélioration du climat social et par la relance de l'activité économique. En outre, la qualité de la signature de l'Etat de Côte d'Ivoire et la confiance des partenaires économiques et financiers, traduites par le succès de l'Euro Bond, ont constitué des atouts majeurs pour l'exécution du Budget à fin septembre 2014. Ainsi, les ressources globales mobilisées à la fin du 3^e trimestre 2014 s'élèvent à 3434,4 milliards contre une prévision de 3173,2 milliards, soit une plus-value de 261,2 milliards et un taux de réalisation de 108,2%.

L'exécution des dépenses à fin septembre 2014 s'élève à 3234,7 milliards pour un objectif de 3219 milliards, soit un taux de réalisation de 100,5%.

Aussi, l'exécution du Budget au terme du 3^e trimestre 2014 fait ressortir un niveau satisfaisant de mobilisation des ressources et une maîtrise des dépenses, en particulier des dépenses d'investissement.

Le Conseil a exhorté les Ministres chargés du Budget et de l'Economie et des Finances à maintenir et à consolider cette dynamique.

12-Au titre du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget, en liaison avec le Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle, le Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances ;

Le Conseil a adopté une communication relative à la fiabilisation et au renforcement des procédures de contrôle des subventions accordées aux établissements d'enseignement privé.

Dans le cadre de l'assainissement de la dette intérieure, le Gouvernement a diligenté deux audits des impayés dus aux fournisseurs de l'Etat, notamment sur les arriérés au titre des dépenses d'écolage octroyées aux écoles privées. Le premier audit a porté sur les années couvrant la période de 2000 à 2010 et le second sur la période de 2011 à 2014 sur l'ensemble des établissements nationaux. Ces audits ont relevé des dysfonctionnements dans le dispositif de paiement et de contrôle des frais d'écolage alloués aux écoles privées. Ces difficultés se sont soldées par un taux de rejet de 32% sur la période de 2000 à 2010, de 18% sur la période 2010-2013 et de 13% sur l'année scolaire 2013-2014.

Ainsi, en vue de remédier à cette situation, le Conseil a instruit le Ministre chargé du Budget et l'ensemble des ministres concernés, à l'effet d'instaurer un contrat d'objectifs entre l'Etat et les établissements agréés, fiabiliser l'inventaire annuel des effectifs et définir les modalités d'attribution et de contrôle des bourses.

Fait à Abidjan, le 11 décembre 2014

Bruno Nabagné KONE

Ministre de la Poste et des TIC

Porte-parole du Gouvernement

porteparoledugvt@egouv.ci